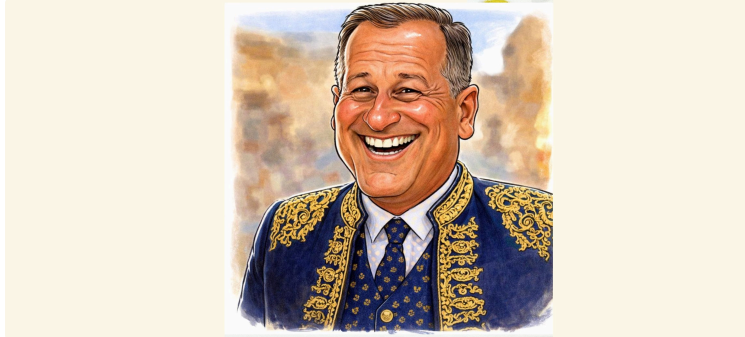


Le RN organise l'effacement de la catalanité à Perpignan et dans son agglomération.

Par Jordi Vera



Le RN organise l'effacement de la catalanité à Perpignan et dans son agglomération.

Oui le Pays Catalan dénonce une ligne politique cohérente menée par le maire de Perpignan et président de l'agglomération, Louis Aliot, qui aboutit à la disparition de la langue et de la culture catalanes dans les politiques publiques locales.

Depuis mars 2026, la Ville de Perpignan a engagé le démantèlement de l'ensemble des services dédiés à soutenir les initiatives linguistiques, culturelles et éducatives liées au catalan. La fermeture du service catalan de la Ville de Perpignan, outil d'accompagnement et de coordination de ces actions en est l'illustration. Dorénavant, la collectivité ne soutiendra plus la présence du catalan dans la vie publique.

Le dossier du Couvent Sainte-Claire, en lien avec le projet porté par les écoles associatives La Bressola, en constitue l'illustration la plus visible. L'association souhaite y développer et consolider une offre d'enseignement immersif en catalan pour les niveaux collège et lycée afin de répondre à une demande croissante et de garantir la continuité de la transmission linguistique. La municipalité s'y est opposée dans le cadre d'un différend portant sur les conditions d'occupation et d'usage du site, conduisant à une situation de contentieux. Au-delà de l'aspect juridique, ce blocage est perçu comme un frein concret au développement d'un outil éducatif structurant pour la langue catalane à Perpignan.

Elle se traduit aussi par le refus de célébrer des mariages en catalan, au motif que « la langue de la République est le français ». Cette position exclut toute reconnaissance institutionnelle, même symbolique, de la langue catalane dans les moments civils importants, alors même que de nombreuses collectivités en France développent des politiques de valorisation des langues régionales.

Par ailleurs, Louis Aliot a affirmé en conseil municipal que le « roussillonnais » ne serait pas du catalan, s'inscrivant ainsi dans une démarche de dénégation de la réalité linguistique de notre territoire et de rupture avec le monde linguistique universitaire international.

Enfin, les prises de position présentant le bilinguisme comme « inutile » ou relevant d'un affichage identitaire, ainsi que la réduction des politiques de soutien à la langue catalane pour des raisons budgétaires, s'inscrivent dans une même logique de retrait progressif de la catalanité de l'action publique locale.

Oui au Pays Catalan rappelle que la langue catalane est un élément vivant du patrimoine culturel du territoire. La loi Molac de 2021 reconnaît les langues de France comme un trésor patrimonial de la République, ce qui implique une responsabilité des collectivités dans leur préservation et leur transmission.